

De: F6GAL CLUB [f6gal@club-internet.fr]
Envoyé: vendredi 26 février 2010 21:33
À: Consultation bandes hautes
Objet: Consultation publique 57/66, 71/76, 81/86MHz

Monsieur.

Suite à la présentation de votre consultation publique, je suis scandalisé par cette présentation. Ce n'est d'ailleurs pas nouveau dans l'attitude de l'ARCEP.

Vous parlez des services de radiocommunications, lesquels sont décrits dans le RR (règlement des radiocommunications) de l'UIT de Genève.

Lesquels ne sont pas repris de la même façon dans le TNRBF auquel vous faites référence. La référence est l'affectataire, ce qui n'est somme toute, pas tout à fait la même chose.

Dans cette présentation qui ne concerne en fait (et s'adresse), que les services payants (FAI et Opérateurs de téléphonie), ceux offrant des services au public via réseau internet (réseau ouvert au public ou réseau indépendant) notamment, vous êtes dans votre rôle de régulateur du marché et de la concurrence, uniquement. Pourtant de fait les 2 services auxquels je fais allusion ci-après, existent et sont également concernés quoi que vous en pensiez.

Vous avez oublié volontairement de citer deux services dont vous êtes également affectataire. Je veux dire: le SERVICE d'AMATEUR et le SERVICE d'AMATEUR par SATELLITE. Nous aurions apprécié que vous en parliez également même si les deux services en question n'entrent pas dans l'économie de marché et de la concurrence. Il n'y a pas en matière de communications électroniques que des services commerciaux. Ils existent et vous devez de les respecter. Nous aimerions voir l'Arcep traiter ces services sur un pied d'égalité avec les autres même s'ils sont sans "intérêt pécuniaire" et ne vous rapportent pas financièrement UN centime!!!

Nous aimerions également que si nous devons partager des bandes communes, nous ayons les mêmes droits. Je veux dire par là que les demandes d'autorisations soient les mêmes pour tous quelle qu'en soit l'utilisation.

Vous parlez donc de rappel à la réglementation, je me permets de vous suggérer la lecture des décisions Arcep concernant les radioamateurs (Décision 2009-0841 notamment). Pour une égalité des droits et non un traitement injuste, non conforme aux directives européennes, il serait judicieux d'envisager à l'Arcep une révision rapide de ces textes illégaux.

Quand aux modalités d'attribution, vous devrez particulièrement veiller à ce qu'il n'y ait pas de brouillages préjudiciables sur la bande adjacente au 57-66GHz et encore moins pour la portion 81/81.50GHz même si les services d'amateur n'y ont qu'un statut secondaire. Statut secondaire ne signifiant pas INTERDICTION.!

Pour résumer la situation: Vous êtes en tant qu'ARCEP affectataire des services d'amateur. Nous avons des droits, veuillez les respecter. Vous avez des devoirs envers les services d'amateur, nous aimerions plus d'entrain à les mettre en œuvre.

Vous aurez compris qu'à titre individuel, comme citoyen français et européen, je suis radioamateur.

Merci de m'avoir lu

Salutations sincères

Irénée PRAT